

COMBAT

RÉPUBLICAIN

Numéro 139

« Le Socialisme, c'est la République poussée jusqu'au bout. » Jean Jaurès

A savoir

QUAND LES PENSEURS LIBERAUX PONTIFIAIENT...

Le Canard Enchaîné du 4 février n'a pas pu résister au plaisir de présenter un pot-pourri des « analyses et prophéties des gourous du capitalisme financier ». A notre tour, nous n'y résistons pas. Extraits. Guy Sorman (février 2008) : « Le temps des grandes crises semble passé parce que les progrès de la science permettent de mieux les comprendre et de mieux les gérer ». Alain Minc (septembre 2000) : « Le marché surréagit, s'énerve, s'émeut, mais globalement ne se trompe guère. Ni sur les devises, ni sur les actions des sociétés, ni sur le crédit des Etats ». Nicolas Baverez (2003) : Les Etats-Unis sont « le régulateur du capitalisme, le réassureur ultime de l'économie mondiale ». Et ainsi de suite jusqu'à la nausée...

SORTIE DE ROUTE.

L'industrie automobile mondiale connaît un marasme sans précédent. Aux Etats-Unis, les ventes ont reculé de 36% en 2008, ce qui paralyse aujourd'hui la production des « big three », Ford, Chrysler et General Motors. Au Japon, pendant la même période, les ventes ont chuté de 25%. Dans l'Union Européenne, l'industrie automobile emploie 12 millions de personnes, soit 6% de la population active, et représente 6, 4% du PIB continental. Le secteur est particulièrement sensible à la pénurie de crédit, dont il a besoin tant pour produire et lancer de nouveaux modèles que pour vendre, les deux tiers des automobiles étant acquises à crédit.

CHÔMAGE EN CHINE.

Selon les indices officiels, la production manufacturière chinoise décroît rapidement depuis six mois. L'un des conséquences se fait sentir dans les campagnes, où quelque 20 millions de travailleurs migrants sont rentrés suite à la suppression des emplois dans l'industrie.

Edito: IL N'EST PIRE SOURD...

Il a beaucoup parlé mais il n'a rien dit, rien annoncé de substantiel ni de concret, hormis la suppression de la taxe professionnelle en 2010 – encore un cadeau fait aux entreprises, un de plus après les exonérations de charges censées favoriser l'emploi, avec les résultats que l'on sait...Quant au partage en trois tiers des dividendes des sociétés – actionnaires, salariés, investissement -, chiche : qu'il en fasse une loi plutôt qu'un propos de salon !

Dans une ambiance feutrée qui tranchait avec le vacarme de la colère dont résonne la France, devant un quatuor de journalistes le petit doigt sur la couture de leur micro, le chef de l'Etat s'est employé à noyer le poisson. La crise ? La faute aux traders...Les milliards accordés aux banques ? C'est pour les empêcher de couler et ça va rapporter gros à l'Etat...La relance du pouvoir d'achat ? Une fausse solution...

Mais le bagout présidentiel a fait long feu. Qu'il sorte du faubourg Saint-Honoré et voilà Nicolas Sarkozy en butte aux manifestations, déclaré malvenu partout. Ses ministres sont logés à la même enseigne, telle Valérie Pécresse contrainte, le jour de la conférence de presse élyséenne, d'inaugurer l'Université de Strasbourg sous les gaz lacrymogènes. L'apprenti Bonaparte est tombé du pont d'Arcole et déjà plusieurs parlementaires de la majorité prennent prudemment leurs distances.

« Il n'y aura pas de tournant de la politique économique et sociale », avait averti Fillon en début de semaine. Avant d'annoncer « 1000 chantiers pour la relance », histoire d'impressionner le populo. On y trouve, en vrac, la création d'une passe à poissons sur la Seine, la restauration des épis de faitage de la nef et du bras nord du transept de Notre-Dame de Paris, la rénovation des ascenseurs à l'Inserm de Villejuif, la création d'un parcours « Dans les pas de Monnet » dans la Creuse et peu, très peu de travaux d'infrastructure dont pourraient bénéficier nos services publics, pourtant en voie de détérioration croissante. Relance par les investissements ou par le bricolage ?

Et l'augmentation des salaires et des minima sociaux ? Il n'en est pas question, s'indigne-t-on dans les hautes sphères gouvernementales et patronales, pensez plutôt aux conséquences désastreuses pour notre commerce extérieur d'une telle politique, appliquée en 1981 par le premier gouvernement Mauroy...Vu les déficits à répétition de notre balance commerciale depuis 2004 (56 milliards d'euros en 2008), parallèlement à une dévalorisation croissante des rémunérations du travail, l'argument perd singulièrement de sa vigueur ! Ajoutons ceci : les importations de biens de consommation ont atteint 70 milliards d'euros en 2008, soit 7% des mille milliards consommés par les ménages français ; 93% des biens de consommation courante sont produits en France et une augmentation du pouvoir d'achat n'aurait pas d'effet bénéfique pour notre économie ?! A moins que ce ne soit pour les profits patronaux...

Dénonçons aussi l'escroquerie intellectuelle qui consiste à isoler l'épisode 1981-1983 de ses tenants et aboutissants historiques. Comme on s'en souvient, d'autres choix que le « tournant de la rigueur », étaient possibles en 1983 - et à inscrire dans la durée - pour corriger les effets immédiats de la relance sur notre commerce extérieur et sur notre monnaie. A commencer par une politique industrielle innovante et ambitieuse qui aurait notamment pu accroître nos exportations. Un quart de siècle après, cette politique fait toujours cruellement défaut. Quant à la

« parenthèse » ouverte en 1983 et jamais refermée, elle a entraîné une explosion du chômage et de la précarité. Pour le corps social, le soi-disant remède s'avéra pire que le prétendu mal.

En cela, le gouvernement Sarkozy-Fillon est le digne héritier de ceux qui se sont succédé depuis lors et ont maintenu le cap néo-libéral. Mais la faillite du libéralisme est désormais patente aux yeux de la majorité des Français. Aux deux millions et demi de manifestants qui ont laissé éclater leur colère le 29 janvier, le chef de l'Etat ne propose que mesures en

trompe l'œil et... un regain d'autoritarisme dont le préfet de la Manche vient de faire les frais.

A n'en pas douter, l'hiver 2009 marque un tournant dans la situation politique. Sarkozy a mangé son pain blanc. Il revient au mouvement social, fort du succès de la mobilisation du 29 janvier, de lever une alternative puissante à la politique néfaste suivie par le pouvoir. Que la gauche jette toutes ses forces dans cette construction !

HUMEUR.

« NON MADAME, LA MINISTRE », tribune d'Isabelle This Saint-Jean, professeur à l'université Paris-XIII, présidente de Sauvons la Recherche, publiée dans Libération du 5 février.

Madame la Ministre, nous ne voulons pas du projet de modification du décret de 1984 qui régit le statut des enseignants-chercheurs et permettrait ainsi la modulation de leur service d'enseignement ! Ce refus n'est pas celui d'une communauté figée dans son conservatisme, récusant a priori toute réforme, mais celui d'une communauté qui a organisé en 2004 des Etats généraux et dont vous avez systématiquement négligé ou dévoyé les propositions.

Non, Madame la Ministre, vos réformes ne résoudront en rien les problèmes des universités, mais ne feront que les aggraver.

Ces problèmes ? Encadrer nos étudiants comme nous devrions le faire. Leur offrir un nombre d'heures comparable à celui des élèves des classes préparatoires. Ne plus les entasser dans des amphithéâtres bondés. Leur assurer un suivi plus individualisé. Et amplifier notre effort de recherche alors que notre service d'enseignement est bien plus lourd que celui de nos collègues dans les autres grands pays de recherche et que les tâches administratives que nous devons assumer s'accroissent. Pour les résoudre, il aurait fallu un plan pluriannuel de l'emploi scientifique. Mais votre choix a été tout autre : diminution des recrutements, remise en cause de nos statuts, généralisation des emplois précaires et, comme les présidents d'universités vous l'ont vertement rappelé, moyens mis à la disposition des universités et de la recherche publique très insuffisants.

A effectifs constants, ce décret se traduira pour la plupart d'entre nous par un alourdissement de notre charge d'enseignement. Joint à une politique de primes et à des promotions à 95 % décidées au niveau local, il se traduira par la perte de l'autonomie des universitaires. Il suscitera une mise en concurrence malsaine des enseignants-chercheurs qui se fera au détriment de leur coopération, indispensable tant dans les équipes pédagogiques que dans les laboratoires, et finalement nuira à leurs étudiants et à leurs recherches. Il se traduira aussi par la perte de leur autonomie, ce projet soumettant les enseignants-

chercheurs à l'arbitraire des décisions des présidents d'université. Autonomie qu'une « charte nationale » censée moraliser ces modulations - à ce jour une vague promesse - ne pourra garantir. Votre politique encourage le recours massif à des personnels précaires dont le nombre ne cesse d'augmenter, remettant ainsi en cause leur indépendance à l'égard des pouvoirs économiques et politiques et détournant de nombreux jeunes de nos métiers. A ce titre, elle est dangereuse, injuste et inefficace.

Non, Madame la Ministre, et vous le savez, ce refus ne vient pas d'une minorité d'extrémistes. Il n'émane pas d'un personnel mal informé ou manipulé, pas plus qu'il ne s'agit d'un refus partisan. La colère monte chaque jour davantage au sein de la communauté universitaire. Partout manifestations et assemblées générales se multiplient, des pétitions sont massivement signées et surtout, phénomène exceptionnel dans notre milieu, l'un après l'autre les départements votent la grève : refus de rendre les notes, de tenir les jurys et même de démarrer les cours du second semestre. Les conseils centraux des universités, le Bureau de la conférence des présidents d'université et les trois quarts des membres de la conférence du Conseil national des universités ont eux aussi demandé le retrait de cette réforme !

Il ne s'agit pas là de réflexes corporatistes. Nous nous battons pour des valeurs. Celles de la connaissance, que vous revendiquez aujourd'hui et que pourtant vous n'avez cessé de mettre à mal. Pour la réussite de nos étudiants. Pour nos futurs collègues. Et chercher à nous faire taire, en reculant sur des points mineurs sans rien céder de l'essentiel ne résoudra pas la crise.

Nous vous demandons de retirer ce projet ! Nous demandons un moratoire sur les réformes dans la recherche et l'université afin qu'une réflexion soit menée sur l'ensemble du dispositif de l'enseignement supérieur et de la recherche, avec tous les personnels et les étudiants, leurs élus et leurs instances représentatives, afin de remettre en son cœur leurs finalités premières : la création et la diffusion de connaissances nouvelles.